

PAR FRANÇOIS PETTY - PUBLIE LE 04/11/2025

Baisses tarifaires : les radiologues en grève le 10 novembre

Pris en tenaille entre la baisse de plusieurs de leurs tarifs à partir du 5 novembre 2025 et les incertitudes du budget de la Sécu (PLFSS), les radiologues appellent à une grève nationale lundi 10 novembre.



Crédit photo : BURGER/PHANIE

La coupe est pleine pour les médecins radiologues libéraux. D'une part, les spécialistes s'apprêtent à subir à partir du 5 novembre une nouvelle **baisse sur certains de leurs tarifs** à la suite d'une décision unilatérale de la Cnam sur le protocole 2025-2027.

D'autre part, la profession est dans le viseur budgétaire de deux articles du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026, en débat à l'Assemblée nationale. La rentabilité de la radiothérapie y est jugée « *manifestement excessive* » dans l'article 24, qui veut resserrer les cordons de la bourse sur cette activité et sur la dialyse, toiletter les forfaits techniques et donner davantage de latitude au directeur général de l'Uncam sur la politique tarifaire. Le gouvernement veut par ailleurs **surtaxer les dépassements d'honoraires**.

Les membres de la Fédération nationale des médecins radiologues ne l'entendent pas de cette oreille. Après une **grève de la permanence des soins** en établissement lancée le 1^{er} octobre, la fédération annonce son extension à toutes les urgences (nocturnes comme diurnes) ainsi qu'un mouvement de grève nationale pour la journée du 10 novembre.

Économiquement absurde, médicalement irresponsable

« *En parallèle, nous déposons, en référé devant le Conseil d'État, un recours contre le protocole imagerie* » en cours sur 2025-2027, précise le président de la Fédération, le Dr Jean-Philippe Masson. Les motifs ? Ces baisses tarifaires auront des effets immédiats sur le quotidien des patients, entraînant un allongement des délais d'accès aux examens (IRM, scanner, échographie, mammographie), mais aussi la fermeture de cabinets en zones rurales ou périurbaines, ou encore la fragilisation des dépistages de masse, comme le cancer du sein, argumente la FNMR.

« *Ces décisions du PLFSS 2026 [texte qui n'est pas encore adopté, NDLR] et du protocole imagerie en cours privent les radiologues des marges de manœuvre nécessaires pour*

continuer à assurer des soins de qualité. C'est économiquement absurde et médicalement irresponsable », développe le Dr Jean-Philippe Masson, joint par *Le Quotidien*. Rappelant au passage que depuis dix ans, les radiologues ont dû faire face à plus de 1,5 milliard d'euros de baisses tarifaires.

Les menaces et chausse-trapes du PLFSS 2026

« Aujourd'hui, avec une marge brute inférieure à 15 %, de nombreux cabinets sont considérés à risque par les banques : cela bloque les crédits et freine le renouvellement des équipements, essentiels à la qualité des soins et à la sécurité », se défend le médecin.

Pour le spécialiste, la pilule budgétaire est d'autant plus amère à avaler que la profession propose régulièrement des plans de pertinence axés sur la réduction des examens inutiles, le respect des recommandations scientifiques, ou encore une meilleure orientation des patients vers les bons examens. *« Ces plans, s'ils étaient appliqués, permettraient jusqu'à 300 millions d'euros d'économies sur trois ans sans dégrader l'accès ni la qualité des soins. En lieu et place, c'est tout le système conventionnel que l'on préfère remettre en question »*, conclut le Dr Masson.